



Réunion du Groupe-pays Sénégal Jeudi 03 janvier 2022, 14h30 – 16h30, visioconférence

Compte-rendu

La première réunion du groupe-pays Sénégal de l'année 2022 s'est tenue le jeudi 03 février, présidée par **Arnaud Ngatcha, Adjoint à la Maire de Paris**, avec la participation de plusieurs élus et représentants des collectivités françaises et d'importantes personnalités françaises et sénégalaises. Les premiers retours des élections locales au Sénégal et la participation des collectivités françaises au Forum Mondial de l'Eau étaient à l'ordre du jour.

Liste des participants cf. Annexe 1

Animation : Constance Koukoui, Lucas Giboin

Introduction

Mot d'accueil par Geneviève Sevrin, directrice générale de Cités Unies France

La directrice salue la mobilisation des nombreux participants et l'intérêt porté pour le Sénégal. Elle remercie les différents intervenants et les responsables de CUF et de la ville de Paris pour l'organisation et la préparation de l'activité. Le contexte est important pour le Sénégal avec les élections locales, déroulées en toute transparence. C'est un signal fort envoyé et qui peut déboucher sur de nouvelles perspectives surtout avec la situation actuelle marquée par les tensions au Sahel.

1. Mot d'introduction par Arnaud Ngatcha, adjoint à la Maire de Paris, en charge de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie, président du groupe-pays Sénégal de Cités Unies France

Le président commence par souhaiter la bienvenue à tous les participants. Il salue la présence des nombreux élus et les différents représentants des ambassades dans cette réunion. Il enchaîne par faire le point rapidement sur les élections locales réalisées au Sénégal en saluant les nombreux maires qui ont été élus. Il évoque sa participation à la 9ème édition du Forum Mondial de l'eau qui se tiendra du 21 au 26 mars 2022 à Dakar. Ce forum est le premier qui se tiendra en Afrique subsaharienne et ce point est extrêmement positif pour le Sénégal et le

continent africain tout entier.

2. Actualités politiques, contexte national et local au Sénégal

2.a) Regards sur les élections municipales et départementales du 23 janvier :

- **Cheikh Agne**, Conseiller, Ambassade du Sénégal en France

Monsieur Agne salue à son tour l'ensemble des participants et tous les partenaires présents. Cette réunion est importante et démontre l'intérêt de la France pour le Sénégal. Le bilan est positif sur la situation actuelle au Sénégal suite aux élections municipales, visant à élire les maires et les présidents de départements. Tout s'est déroulé dans de très bonnes conditions et les activités ont pu reprendre sur l'ensemble du territoire dès le lendemain. Une forte mobilisation a été observée de la part des citoyens et plus particulièrement chez les femmes et les jeunes. Les problèmes liés à la fiabilité des fichiers nationaux ne se posent plus puisque l'opposition de son côté a gagné dans plusieurs communes. Tout cela montre la solidité de la démocratie sénégalaise. Il faut retenir qu'il y a globalement 550 communes et 46 départements à avoir participé au scrutin. Sur l'ensemble des départements, la coalition majoritaire a remporté 38 départements et le reste revient à l'opposition. Le parti au pouvoir n'a tout de même pas pu reconquérir certaines grandes villes dont Dakar, Thiès et Ziguinchor.

C'est donc une réussite de manière générale et un pas de plus pour le pays. Le président met tout en œuvre pour que les élections législatives aient lieu dans les prochains mois.

- Contexte, analyse et perspectives

- **Oumar Wade**, expert en décentralisation, Coordonnateur du GINET (Groupe-Initiative pour une Nouvelle Économie Territoriale)

Le coordonnateur du GINET s'appuie sur le contexte sénégalais en matière de décentralisation et de développement local. Il présente notamment quelques points de repère sur l'évolution de cette décentralisation, la situation actuelle et les perspectives sénégalaises :

✓ Analyses rétrospectives :

Le Sénégal est indépendant avec des communes. Mais jusqu'à la réforme de 1964, il n'y avait en effet que quelques communes dans les grandes villes. La marche vers la décentralisation a véritablement commencé en 1972. Tous les 2 ans, la décentralisation commence à se mettre en place dans le monde rural.

Quelques dates importantes dans la mise en place de ce processus:

- 1984 : Premières élections municipales et rurales
- 1996 : Elections régionales, municipales et rurales
- 2002 : Elections régionales, municipales et rurales
- 2009 : Elections régionales, municipales et rurales

- 2014 : Entrée en vigueur de l'Acte III de la Décentralisation qui supprime les Régions et donne lieu aux élections départementales et municipales
- 2022 : Elections départementales et municipales

✓ **Situation actuelle**

Avec le nouveau Code Electoral, les exécutifs locaux sont élus directement au suffrage universel pour la première fois puisque avant les maires étaient élus au suffrage indirect après l'élection des conseillers municipaux. Il faut observer également une fissure dans les monopoles des parties politiques avec l'introduction de listes indépendantes, la caution et la Consolidation de la Parité dans les Organes Locaux.

Les élections municipales et départementales de janvier 2022 a permis une vraie réappropriation du local qui devient un enjeu national surtout quand on se rappelle que les élections locales étaient considérées comme marginales. Et aussi, les grands ténors sont descendus sur le terrain et demandent le suffrage local. On remarque aussi une multitude de coalitions et de listes. Tout le déroulement du scrutin était en effet un exercice transparent et régulier dans la paix.

D'un autre coté, une transition générationnelle et une percée des jeunes dans beaucoup de communes se font ressentir. Il y a une émergence de listes locales qui ne sont pas liées ou connectées aux grandes parties politiques. Ces analyses ont aussi démontré une meilleure visibilité de l'offre politique locale puisque pour la première fois la plupart des maires candidats ont présentés leurs programmes.

✓ **Perspectives :**

- L'installation des nouveaux élus locaux pour le début du mois de mars.
- Les élections législatives qui se dérouleront en juin 2022
- Les Hauts conseillers des collectivités territoriales qui seront élus au suffrage indirect par les nouveaux élus locaux
- Evolution dans l'organisation des associations des élus
- Election présidentielle en 2024

✓ **Enjeux en matière de décentralisation et de démocratie locale :**

La participation citoyenne qui s'interroge sur la manière de traduire les programmes en une réappropriation de la décentralisation par les citoyens.

Le développement économique territoriale pour la mise en œuvre d'un nouveau management public local.

La cohésion sociale à travers le foncier qui est au centre d'intérêts divergents et une diplomatie des territoires. Les élus locaux sont au centre de la gestion foncière notamment pour tout ce qui concerne la gestion du domaine national. Aujourd'hui, avec l'industrialisation et la montée de l'agrobusiness, il y a des enjeux sur le foncier mais qui mettent en jeu des intérêts divergents entre le local et le national et qui implique aussi des parties prenantes.

Le Développement Durable avec la question environnemental et une localisation des ODD.

Enfin ces élections marquent un tournant décisif dans le sens que les collectivités sont devenues beaucoup plus attractives du point de vue politique. Cela devrait permettre une tendance marquée vers l'économie, l'environnement sans oublier les questions sociales et institutionnelles.

2.b) Actualités récentes des relations bilatérales franco-sénégalaise

- **Jean-Paul Guihaumé**, Délégué pour l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)

Remercie les organisateurs pour l'invitation à la réunion et remercie monsieur Oumar Wade pour son exposé. Une question importante sur la pratique dans le domaine de compétences des collectivités territoriales a été soulevée. L'idée est de savoir quelles sont les ressources dont disposent les collectivités territoriales pour mener à bien leur action extérieure dans le domaine de la coopération décentralisée.

La coopération franco-sénégalaise est importante puisqu'elle concerne 113 collectivités françaises et 107 collectivités sénégalaises. A tous les échelons, les collectivités territoriales françaises mènent des actions avec leurs homologues sénégalais.

Petit rappel sur une date importante en novembre 2019 qui marque la tenue de la 4^{ème} Edition du Séminaire intergouvernemental franco-sénégalais à Dakar et à Paris. Il est important de mentionner que le Sénégal est le seul pays d'Afrique subsaharienne avec lequel la France tient ce genre de réunion. Toutefois en raison de la pandémie, il y avait peu de régularité mais espère que la 5^{ème} édition pourra être organisée prochainement.

- **François Bockel**, Conseiller de Coopération adjoint, Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC)/Ambassade de France.

Au delà des aspects politiques, il y a une maturité de la part des Sénégalais et Sénégalaises à transformer les revendications en un acte civique. L'organisation du scrutin de manière pacifique et l'absence de contestations violentes sont rassurantes pour les différents acteurs et partenaires des collectivités. Ce succès organisationnel électoral est un facteur extrêmement positif et une bonne nouvelle pour la coopération décentralisée.

M. Bockel refait le point sur les priorités de l'ambassade de France au Sénégal et aborde les grands axes prioritaires de la coopération bilatérale franco-sénégalaise de manière générale.

Les grandes orientations ont été présentées au ministre Jean-Yves Le Drian à l'occasion de sa visite au Sénégal pour l'organisation du comité local de développement en décembre 2021. C'est le premier comité local de développement organisé par une ambassade depuis l'adoption de la loi de programmation du mois d'août 2021 qui définit les nouvelles entités et structures de coordination de l'action de la France dans les pays au sommet du sous-développement.

3 grands axes de l'action internationale ont été présentés lors de ce comité :

- **La jeunesse** dans toutes ses composantes (éducation, formation professionnelle et continue) qui est le fil rouge de tout ce que l'ambassade crée depuis quelques mois au Sénégal. C'est devenu un point incontournable de la coopération française. Axe prioritaire et transversal.

- **Entreprenariat** qui s'alimente des thèmes qui sont de fait des priorités transversales. Aujourd'hui environ 300 000 jeunes diplômés sortent du système sénégalais tous les ans pour 30 postes dans l'économie formelle. Ce qui représente un enjeu énorme de soutien de l'entreprenariat et de consolidation des mécanismes d'accompagnement des entreprises du secteur privé sénégalais.

- **Les territoires.** L'action bilatérale de la France était trop longtemps concentrée sur la région de Dakar et trop peu développée dans les marges des agglomérations des régions frontalières ou celles faisant face à de grandes difficultés. A travers la stratégie 2022-2025, il faut redéployer dans les territoires ou dans les régions transfrontalières les plus exposées à l'instabilité qui peuvent représenter une menace potentielle pour le Sénégal. L'Etat sénégalais et la France vont se mobiliser dans ces régions.

Plusieurs outils sont mis en œuvre à travers le programme Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants (FSPI) qui permet à l'ambassade de disposer d'enveloppes substantielles pour financer des projets en lien avec l'AFD.

3. Déplacement du président du groupe-pays Sénégal et de collectivités françaises à l'occasion du Forum Mondial de l'Eau (FME), Dakar, 21-26 mars 2022 ^[L]_[SEP]

- Objectifs et attendus pour le groupe-pays Sénégal
 - **Arnaud Ngatcha**, adjoint à la Maire de Paris, en charge de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie, président du groupe-pays Sénégal de Cités Unies ^[L]_[SEP] France.

Ce déplacement sera le premier en tant que président du groupe-pays, d'où son importance. **Arnaud Ngatcha souhaite rencontrer à l'occasion de ce déplacement les collectivités françaises et leurs partenaires sénégalais qui seront à Dakar. La date et le lieu seront communiqués dès que possible.**

Contact : Constance Koukoui, cheffe du service Animation géographique et thématique, c.koukoui@cites-unies-france.org, copie Lucas Giboin l.giboin@cites-unies-france.org

- Présentation et enjeux du FME
 - **Philippe Guettier**, Conseiller, Partenariat Français pour l'Eau ^[L]_[SEP]

Le Partenariat Français pour l'eau (PFE) existe depuis une quinzaine d'années. Il est constitué de plus de 200 membres qui appartiennent à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux parlementaires, aux entreprises privées et aux ONG, aux institutions de recherches et un ensemble d'experts. Dans ces mandats, on retrouve en particulier le plaidoyer au niveau national.

Le partenariat prépare la visibilité française dans les grands forums internationaux. En effet le Forum Mondial de l'eau est un événement qui revient tous les 3 ans, organisé par un pays ou une ville hôte avec une association qui est basée en France qui est le Conseil Mondial de l'eau, dont les membres se trouvent dans le monde entier.

Ces forums ont un objectif très précis qui est de mettre l'eau à l'agenda mondial, de réunir l'ensemble des acteurs de l'eau. Normalement pour un forum, c'est à peu près 30 000 personnes.

Le forum de 2022 qui était prévu en 2021 s'inscrit comme un jalon dans l'agenda international de l'eau puisqu'il y aura une conférence aux Nations Unies en mars 2023 qui sera fondamentale. Les programmations et plan d'action du Forum seront repris lors de cette conférence.

Monsieur Guettier salue la décision du président de la République sénégalaise d'organiser le forum à Dakar étant donné l'ampleur et l'investissement que cela demande. Cette initiative démontre la volonté du Sénégal de jouer un rôle majeur pas seulement au niveau africain mais aussi au niveau mondial dans un sujet tel que l'eau qui représente un vrai défi.

Ce forum est la 9ème édition. Il est fondé sur 4 grandes thématiques qui correspondent aux différents enjeux de l'eau au niveau mondial:

- **Sécurité de l'eau et de l'assainissement.** Il faut souligner qu'aujourd'hui, il y a un tiers de la population mondiale qui n'ont pas accès à l'eau potable et la moitié de la population mondiale qui n'ont pas accès aux services d'assainissement. La question de l'eau et du changement climatique sera traitée également dans cette thématique puisque l'eau est la première ressource impactée par le changement climatique.

- **Développement rural :** Au Sénégal comme ailleurs en particulier dans les pays en voie de développement, la question du développement rural est centrale puisque le manque de développement entraîne la migration des populations dans les grandes villes, dans d'autres pays et voire même d'autres continents.

- **Coopération :** Coopération au sein des villes et des territoires ou encore la coopération sur des bassins qui sont partagés par plusieurs pays.

- **Outils et moyens :** Une thématique importante pour faire avancer le sujet de l'eau au niveau mondial avec les questions de gouvernance, financement, d'innovation.

90 sessions officielles aborderont ces thématiques durant tout le Forum. Elles sont préparées par un organisme multi acteurs en coordination avec un nombre d'organisations importantes sur une période de 2 ans.

○ Quelques éléments importants sur l'agenda du forum

Le Forum aura lieu du lundi 21 au vendredi 26 mars 2022.

Il débutera avec une session d'ouverture avec un certain nombre de chefs d'Etats et présidée par Son excellence Monsieur Macky Sall, président du Sénégal. Cette session s'accompagnera d'une déclaration intitulée « L'appel de Dakar » qui aura pour vocation la déclaration politique du Forum et qui sera déclinée par des **plans d'actions préparés par des segments politiques** de façon à constituer une feuille de route qui sera utilisée dans le cadre de la préparation pour la Conférence des Nations Unies en 2023.

Toutes les informations supplémentaires sur les coûts de participations et les candidatures sont disponibles sur le site du Forum :

<https://www.worldwaterforum.org/en>

Conseils aux collectivités intéressées : Il faut penser à régler les problèmes logistiques pour les logements et transports à Dakar bien avant le départ.

Il y a une opération de labélisation Dakar 2022, qui a permis de labelliser 71 projets dans le monde entier et le jury international continue d'étudier une centaine de projets. Le but est d'avoir entre 100 à 120 projets labellisés qui seront rendus visibles dans toutes les enceintes du forum.

Un salon accueillera des pavillons pays dont l'espace France. Un espace Jeunesse et société civile a été ajouté cette année pour donner la possibilité aux jeunes de se rencontrer.

On y trouvera 4 segments politiques :

- Le **segment ministériel** qui vise à définir un plan d'action ministériel pour la mise en œuvre de la " Déclaration de Dakar " pour accélérer l'accès universel à l'eau et la contribution des ministres à la Conférence des Nations unies sur l'eau en 2023
- Le **segment des autorités locales** qui concerne les collectivités territoriales. Il sera tenu le mercredi 23 mars. Il faut être attentif et vérifier l'agenda puisque les dates peuvent être modifiées.
- Le **segment des parlementaires** qui vise à donner un rôle plus important dans le domaine de l'eau.
- Le **segment de l'organisation de bassins** pour définir un plan d'action des organisations de bassin pour la mise en œuvre de la "Déclaration de Dakar" et la feuille de route des Parlements pour la Conférence des Nations Unies en septembre.

Les 4 segments ont pour objectif commun de produire une feuille de route pour la déclaration politique qui émanera des chefs d'Etat.

Un « **espace France** » sera dédié à tous les acteurs français de l'eau, qu'ils soient publics ou privés. C'est un espace de 250m² qui donne la possibilité d'organiser des événements, d'avoir des discussions, de signer des protocoles des accords de coopération décentralisée et de faciliter les échanges avec des partenaires étrangers. Les intéressés peuvent contacter le PFE – Philippe Guettier philippe.guettier@partenariat-francais-eau.fr, copie Lucas Giboin.

- Tour de table des partenariats franco-sénégalais dans le domaine de l'eau et l'assainissement ^[1]_{SEP}

➤ **Nathalie Longueville**, Chef de projet Action Internationale Métropole de Toulouse

Aimerait savoir la date de la dernière labellisation et aussi les conditions de participations sur l'espace français?

➤ **Philippe Guettier**, Conseiller, Partenariat Français pour l'Eau

Il a encore une centaine de projet en cours d'examen par le jury. L'ensemble des projets labellisés sera disponible autour du 15 février après la diffusion de la liste finale.

Deux espaces sont mises à disposition des porteurs de projets labélisés afin les présenter les de les valoriser. Il s'agit du « Parcours des réponses » et le « Village de l'assainissement ». Une fois le projet est labélisé, tout est gratuit. Toutefois des documents numériques peuvent être demandés afin de mieux présenter le projet.

Pour participer à l'espace France, aucun financement n'est demandé pour être visible mais il faut faire la demande. L'espace France est un espace hybride.

- **Anne-Sophie Douza**, Chargée de promotion de la Francophonie économique, Région Auvergne Rhône-Alpes

Une importante délégation de la Région Auvergne Rhône-Alpes sera présente à Dakar dans le cadre du Forum. Elle rebondit sur le segment des autorités locales et demande des détails sur ce qui sera fait concrètement et éventuellement les éléments de langages que pourront porter les élus. Elle conclut son intervention en demandant des informations sur l'événement porté par Cités Unies France.

L'espace France est un espace hybride. Les personnes qui ne sont pas présents à Dakar peuvent participer aux échanges. Des outils ont été mis en place pour permettre les interactions à distance contrairement au Forum.

- Compléments sur la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et l'assainissement. [L]
[SÉP]

- **Khadidiatou Ba**, Coordonnatrice du programme Solidarité Eau Sénégal

Le programme Solidarité Eau est une organisation non gouvernementale qui a pour vocation de soutenir les actions de solidarité dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Le dispositif PS Eau est présent dans deux nombreux pays sur différents continents. Ces actions sont mises en place suite aux besoins des acteurs d'être mobilisés autour d'un réseau.

Le PS Eau est présent au Sénégal dans le cadre de la mise en œuvre de projets sur plusieurs zones du pays. On note 16 projets eau assainissement de coopération décentralisée non gouvernementale qui ont démarré en 2021. Depuis 2010, 275 actions de coopération décentralisée française sont entreprises avec le Sénégal. Toutefois la majorité des projets sont concentrés sur la zone Est. Un appel est donc lancé aux collectivités afin de les encourager à s'orienter vers d'autres régions du pays.

Objectif du programme au Sénégal :

- Favoriser les échanges entre les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement
- Renforcer les compétences des acteurs
- Mieux connaître et valoriser les expériences innovantes et réussies

En France, le PS Eau a pour objectif de :

- Informer sur les acteurs FAH au Sénégal
- Faciliter les échanges
- Suivre et valoriser les actions
- Appui-conseil aux porteurs de projets

- **Christophe Le Jallé**, Directeur adjoint du Programme Solidarité Eau

Remerciements aux organisateurs de leur permettre d'interagir sur le travail de PS Eau au

Sénégal et dans plusieurs régions du monde, plus précisément les petites villes dans lesquelles l'accès à l'eau potable pose un véritable problème. Il ajoute que l'organisation est pleinement impliquée dans l'organisation du Forum de l'Eau à Dakar sur divers aspects qui sont proches de leurs thématiques de travail. L'accompagnement de la coopération décentralisée est au cœur de l'action de PS Eau. Il s'agit ainsi de montrer la force que représente cette coopération franco-sénégalaise pendant tout le Forum à Dakar.

- Autres informations sur la participation de CUF au Forum Mondial de l'eau
- **Lucas Giboin**, Chargée de mission Sahel, Cités Unies France

CUF et le pS-Eau ont proposé au PFE l'organisation d'un « **side event** » **durant le Forum à Dakar sur la coopération décentralisée** avec des exemple de projets dans le domaine de l'eau et l'assainissement, sous forme de table ronde et discussions. Les collectivités françaises mobilisées pour le Forum sont les suivantes : Région Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, le département des Yvelines, la ville de Paris, l'Aude, Nîmes, Montreuil, Angers (sous réserve) et d'autres élus qui sont mobilisés dans le cadre des agences de l'eau et d'autres syndicats. Des interventions d'élus sont par ailleurs prévues dans la session dédiée des villes et collectivités sur la sécurité hydrique, coordonnée par l'OCDE en lien avec CGLU.

La date et le lieu de ce side-event ne sont pas encore connus au moment de la rédaction de ce compte-rendu. Les informations plus précises seront transmises dès que possible aux collectivités intéressées.

Dans le cadre du **groupe-pays Sénégal de CUF**, un temps convivial entre représentants de collectivités sénégalaises et françaises est en cours de préparation, avec l'appui de l'Ambassade de France au Sénégal. De même, les informations quant à l'horaire et au lieu de cet événement seront transmises dès que possible aux membres du groupe-pays.

4. Information sur l'appel à projets franco-sénégalais MEAE/MCDAT

- **Armelle Guyomarc'h**, Chargée de mission auprès du Délégué AECT : L'appel à projet 2022 est ouvert du 16 décembre 2021 au 15 avril 2022. Le fonds est financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le Ministère (à compléter.....) pour une durée d'un an. Le pilotage est assuré par les deux parties avec un suivi en partenariat avec les collectivités territoriales de la France et du Sénégal.

Les projets doivent intervenir dans le domaine de renforcement des compétences des élus et des cadres territoriaux, une mise en place des politiques territoriales, le développement durable, la jeunesse et l'emploi.

Les zones prioritaires sont les suivantes :

- Louga (Nord-Ouest)
- Kaolack` (Centre-Ouest)
- Kédougou (Sud-est, proche de la frontière malienne)
- Tambacounda (Sénégal oriental)
- Casamance

Les collectivités françaises intéressées doivent déposer leur dossier à l'adresse www.cncd.fr et les collectivités partenaires recevront une lettre d'accord et un protocole de financement dans le cas où le projet est accepté. Le versement se fera directement via les préfetures de région.

Dates importantes :

- Date de la publication de l'Appel à projet : 17 décembre 2021
- Date de clôture : 15 Avril 2022
- Mission d'instruction et de suivi des projets déposés : 18 avril au 18 juin 2022
- Réunion du comité de pilotage pour la sélection des projets : 30 juin 2022
- Date limite d'envoi des notifications aux collectivités : 15 juillet 2022

5. Synthèse et conclusion

- **Geneviève Sevrin**, directrice de Cités Unies France
Remerciements à toutes et tous d'avoir réaffirmé les ambitions des collectivités françaises pour le Sénégal. Demande aux collectivités françaises d'inviter leurs partenaires autres que sénégalais qui travaillent sur les questions d'eau à participer au Forum à Dakar.
- **Arnaud Ngatcha**, président du groupe-pays Sénégal, adjoint à la Maire de Paris en charge de l'International et de la Francophonie.

Remerciements à l'ensemble des participants et des partenaires pour leur participation active. Les précisions sur les différents événements étaient importantes et nécessaires pour tout le monde. Remerciements aux intervenants pour les éclairages apportés.

6. Agenda

- Vendredi 18 février 9h30-12h30 : prochaine réunion du PFE préparatoire à la participation française au FME. Contact : Philippe Guettier. philippe.guettier@partenariat-francais-eau.fr
- **A définir : réunion de restitution du déplacement au Sénégal et de la participation des collectivités françaises au FME**
- Le **20 juin**, Arnaud Ngatcha présidera un point de pays à l'occasion des Rencontres de l'Action Internationales des collectivités territoriales. Pour plus d'informations, contacter Constance Koukoui c.koukoui@cites-unies-france.org

ANNEXES

Liens utiles :

DAECT - Appel à projets franco-sénégalais 2022 :
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/financer-mes-projets-de-cooperation-decentralisee/appels-a-projets-geographiques/appel-a-projets-franco-senegalais/article/appel-a-projets-franco-senegalais-2022>

Forum Mondial de l'eau :
<https://www.worldwaterforum.org/fr>

Réunion du Groupe-pays Sénégal jeudi 03 février 2022
Liste des participants

Nom	Prénom	Fonction	Organismes
AGNE	Cheikh	Conseiller	Ambassade du Sénégal en France
AJDENBAUM	Delphine	Chargée de coopérations DGRI	Ville de Paris
AMRANE	Alexandre	Collaborateur du Président	Nîmes Métropole
BA	Khadidiatou	Coordinatrice du réseau pS-Eau	Programme Solidarité Eau (pS-Eau)
BLANC	Paul	Trésorier	Association Bouguenais Jumelage Coopération
BOBLIN	Nicolas	Responsable RI	Ville de Caen
BOCKEL	François	Conseiller de coopération adjoint Service de coopération et d'action culturelle (SCAC)	Ambassade de France
COQUISART	Lucie	Chargée de coopération Ville de Lille, MEL, Commune de Saint-Louis	Ville de Lille / Métropole Européenne de Lille
COTTENCEAU	Cécile	Maire-adjoint	Ville de Caen
DIA	Mariame	Service Relations Internationales	Ville de La Roche-sur-Yon
DOUZA	Anne-Sophie	Chargée de promotion de la Francophonie économique	Région Auvergne Rhône Alpes
GIBOIN	Lucas	Chargé de mission	Cités Unies France
GIMENEZ	Lauren	Déleguée adjointe DGRI	Ville de Paris
GOURVIL	Laurence	Responsable mission Relations européennes et internationales	Mairie de Rezé
GRENECHE	Suzie	Chargée de mission coopération internationale	Département de l'Isère
GUETTIER	Philippe	Conseiller Forum Mondial de l'eau de Dakar	Partenariat Français pour l'Eau
GUIHAUME	Jean-Paul	Ambassadeur, Délégué pour l'Action Extérieure des Collectivités (DAECT)	MEAE
GUTIERREZ	Irène	Chargée de mission	Ville d'Angers / Angers Loire Métropole
GUYOMARC'H	Armelle	Chargée de mission auprès du Délégué	DAECT/MEAE
HALLEY	Zoé	Chargée de mission coopération internationale	Ville de Colombes
HOEN	Frédéric	Chargé de mission Relations internationales	Ville de Saint-Dié-des-Vosges
HUGUES	Michèle	Conseillère Municipale déléguée à la Coopération Internationale	Mairie Fos sur Mer
KOUKOU	Constance	Cheffe du service Animation géographique et thématique	Cités Unies France
LAUDRIEC	Mélanie	Responsable du Service International	Nantes Métropole
LE JALLE	Christophe	Directeur adjoint	Programme Solidarité Eau (pS-Eau)
LEGLAIVE	Maddy	Chargée de mission Coopération au développement	Région Grand Est
LEGRAND	Julie	Chargée Relations Internationales	Mairie de Creil
LONGET	Antoine	Chargé de coopérations internationales	Nantes Ville et Métropole
LONGUEVILLE BEDRUNE	Nathalie	Chef de projet Action Internationale	Toulouse Métropole
MIQUEL-BELAUD	Nicole	Conseillère municipale déléguée	Toulouse Métropole
NGATCHA	Arnaud	Adjoint à la Maire de Paris en charge de l'Europe, des Relations internationales	Ville de Paris

Nom	Prénom	Fonction	Organismes
et de la Francophonie			
NICOLAS	Juliette	Chargée de mission Coopération décentralisée	Service de Coopération et d'Action culturelle / Ambassade de France
OFFRANC	Christina	Conseillère technique – cabinet d'Arnaud Ngatcha	Ville de Paris
O'KEEFE	Mathieu	Directeur de cabinet d'Arnaud Ngatcha	Ville de Paris
PASCO	Patricia	Responsable RICD	Mairie de Bouguenais
PERRIN FLAGBO	Marion	Chargée de mission	Département des Yvelines
PIERRE	Gemima	Stagiaire Assistante de mission au Service Animation géographique et thématique	Cités Unies France
RAJAONARY	Liana	Chargée de mission	pS-Eau
ROBERT	Isabelle	Secrétaire générale	Département de la Savoie
RUFFIN	Jeanne	Chargée de mission et de plaidoyer	Yvelines Coopération internationale et développement
SAGNA	Jessica	Chargée de mission coopération Sénégal	Région Nouvelle-Aquitaine
SEVRIN	Geneviève	Directrice générale	CUF
SYLLA	Jessica	Chargée de solidarité internationale	Région Grand Est
TOLLEMER	Estelle	Chargée du développement international	Ville de Cherbourg-en-Cotentin
TOUSSAINT	Vianney	Chargé de mission Sénégal	GESCOD
WADE	Oumar	Expert décentralisation et développement local au Sénégal, Coordonnateur	Groupe-Initiative pour une nouvelle économie territoriale en Afrique (GiNET)